



# Putsch au Gabon : Coup d'État sur coups d'État

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes VENDREDI 01 SEPTEMBRE 2023

# 1416/17

# Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

**D**ans un récent communiqué de presse, Yeah Samaké, ancien maire, ancien ambassadeur et président d'honneur du Parti pour l'Action Civique et Patriotique (PACP), exprime sa profonde inquiétude face à la situation sociopolitique et sécuritaire actuelle au Mali. Selon lui, les récents événements survenus dans le pays ont suscité de vives inquiétudes quant à la stabilité et à la sécurité de la région.

**Situation sociopolitique et  
sécuritaire au Mali**

**Le message fort  
de Yeah Samaké**



**Nord et centre du Mali : L'insécurité persiste malgré tout**



**Me Ciré Clédor Ly alerte l'opinion : Sonko est en « déficit cardiaque ainsi qu'une paralysie complète... »**



Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120  
80001122



+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**



P.13



P.17



P.20



## UNE

Situation sociopolitique et sécuritaire au Mali : Le message fort de Yeah Samaké  
Putsch au Gabon : Coup d'État sur coups d'État

P.5  
P.7

## BREVES

Retrait de la Minusma : La dernière phase débute demain le 1er septembre  
OCLEI et AMRTP : Dans une dynamique de collaboration pour la bonne gouvernance  
Festival mali-guinée : La fédération des deux pays pour un monde meilleur  
Mine de lithium de Goulamina : La cotation en bourse du propriétaire suspendue depuis plus d'un mois

P.13  
P.13  
P.14  
P.14

## ACTUALITES

Nord et centre du Mali : L'insécurité persiste malgré tout  
Agetier : Des licenciements sélectifs à la pelle  
L'armée malienne : Fermeté dans la riposte

P.16  
P.17  
P.18

## POLITIQUE

Avec un nouveau code minier : Le Mali se réapproprie son or  
Dr. Soumana Sako contre une intervention militaire du Mali au Niger : « Les groupes terroristes et djihadistes continuent de semer la mort et la désolation dans de nombreuses zones du Mali... »

P.20  
P.21

## CULTURE ET SOCIÉTÉ

Relations amoureuses à Bamako : Le phénomène du "fuis-moi... je te suis"

P.22

## INTERNATIONAL

Me Ciré Clédor Ly Alerte l'opinion : Sonko est en « déficit cardiaque ainsi qu'une paralysie complète... »  
Après prigojine : La Russie poursuit sa ruée vers l'Afrique  
Économie : La résilience chinoise renforce la confiance dans la croissance mondiale  
BRICS : L'adversaire qui fait peur à l'ouest  
Conseil de sécurité de l'ONU : La Russie sauve une fois de plus le Mali des sanctions  
Coup d'État au Niger : L'UE cible des individus et des organisations

P.23  
P.24  
P.26  
P.28  
P.30  
P.31

## SPORT

Football : Biographie de Seydou KEITA

P.33

En raison d'un problème technique indépendant de notre la diffusion de votre quotidien digital Malikilé a connu une perturbation. La distribution reprend avec deux numéros en un. Nous vous prions de nous excuser pour les désagréments causés. La rédaction de Malikilé vous remercie pour votre aimable fidélité.

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :** .....

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Moini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO

## COMMUNIQUE

Afin d'éviter des perturbations éventuelles dans le déroulement des paiements, la Direction Générale de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les retraités et rentiers ivoiriens qu'ils doivent déposer leurs pièces justificatives d'existence dans les lieux habituels de paiement au plus tard le jeudi 30 novembre 2023.

### **Pour les retraités :**

- \* Certificat de vie,
- \* Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- \* Photocopie de la Carte Nationale d'Identité,
- \* Attestation de non-imposition pour ceux qui gagnent 300 000 FCFA et plus.

### **Pour les conjoints survivants :**

- \* Certificat de vie,
- \* Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- \* Photocopie de la Carte Nationale d'Identité,
- \* Certificat de non-remariage.

### **Pour les rentiers :**

- \* Certificat de vie,
- \* Photocopie de la Carte Nationale d'Identité,

La Direction Générale sait compter sur la bonne compréhension de tous.

**LE 28 AOÛT 2023**

**LA DIRECTION GENERALE**

**CENTRE D'APPEL**

• 36 123

**CONTACT :**

• 20 22 59 17

**WEB**

dre@inps.ml

tweeter: INPS\_Mali



## Situation sociopolitique et

## sécuritaire au Mali

### Le message fort de

### Yeah Samaké

**D**ans un récent communiqué de presse, Yeah Samaké, ancien maire, ancien ambassadeur et président d'honneur du Parti pour l'Action Civique et Patriotique (PACP), exprime sa profonde inquiétude face à la situation sociopolitique et sécuritaire actuelle au Mali. Selon lui, les récents événements survenus dans le pays ont suscité de vives inquiétudes quant à la stabilité et à la sécurité de la région.

La situation sociopolitique au Mali s'est détériorée ces derniers temps, marquée par des tensions politiques, des conflits armés et une instabilité croissante. Ces facteurs ont exacerbé les problèmes économiques et sociaux auxquels le pays est confronté, en-

traînant une détérioration des conditions de vie pour de nombreux Maliens.

Yeah Samaké souligne l'urgence de préparer la sortie de la transition et l'avènement d'un régime démocratique. Il appelle les autorités à fixer rapidement de nouvelles dates pour les élections présidentielles, soulignant l'importance de ne pas les repousser indéfiniment dans l'intérêt du pays.

Sur le plan sécuritaire, le Mali fait face à des défis majeurs. Les groupes terroristes et les milices armées opérant dans le nord et le centre du pays continuent de menacer la paix et la stabilité régionales. Les attaques terroristes récurrentes contre les civils, les

forces de sécurité et les institutions gouvernementales sont devenues monnaie courante, semant la terreur et l'insécurité parmi la population malienne.

Yeah Samaké exhorte les autorités de la transition à prendre des mesures immédiates pour faire face à cette situation préoccupante. Il souligne l'importance de renforcer la coopération régionale et internationale afin de lutter efficacement contre le terrorisme et l'extrémisme violent qui menacent la stabilité du Mali et de la région.

En outre, l'ancien maire encourage vivement toutes les parties prenantes maliennes de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du Processus d'Alger à répondre favorablement à l'appel du gouvernement de la transition et à s'engager dans un dialogue constructif et inclusif pour résoudre les différends politiques et ethniques de manière pacifique. Il souligne que la réconciliation nationale est essentielle pour garantir une paix durable et promouvoir le développement socio-économique du pays.

Yeah Samaké appelle également la communauté internationale à soutenir le Mali dans ses efforts pour surmonter les défis actuels. Il souligne l'importance que les partenaires internationaux apportent une assistance technique, financière et logistique pour renforcer les capacités des forces de sécurité maliennes et promouvoir le développement économique et social du pays.

Yeah Samaké affirme son engagement à soutenir le peuple malien dans sa quête de paix, de sécurité et de prospérité. Il appelle tous les patriotes à travailler ensemble dans un esprit de coopération et de solidarité pour résoudre les problèmes complexes auxquels le Mali est confronté.

Lire en encadré le communiqué de presse que l'intéressé a envoyé à notre rédaction.

■ **Moctar Sow**



# Communiqué de presse sur la situation sociopolitique et sécuritaire inquiétante au Mali



**M**es chers concitoyens, je suis profondément préoccupé par la situation sociopolitique et sécuritaire actuelle au Mali. Les récents événements survenus dans le pays ont suscité de vives inquiétudes quant à la stabilité et à la sécurité de la région.

La situation sociopolitique au Mali s'est détériorée ces derniers temps, marquée par des tensions politiques, des conflits armés et une instabilité croissante. Ces facteurs ont exacerbé les problèmes économiques et sociaux auxquels le pays est confronté, entraînant une détérioration des conditions de vie pour de nombreux Maliens.

Je rappelle que plus ça dure plus c'est dur ! il est donc important que les autorités préparent la sortie de la transition et l'avènement d'un régime démocratique. Il faut donc fixer les nouvelles dates des élections au moins pour les présidentielles. Ces dates ne doivent pas être très longues pour l'intérêt de notre pays.

Sur le plan sécuritaire, le Mali fait face à des défis majeurs. Les groupes terroristes et les milices armées opérant dans le nord et le centre du pays continuent de menacer la paix et la stabilité régionales. Les attaques terroristes récurrentes contre les civils, les forces de sécurité et les institutions gouvernementales sont devenues monnaie courante, semant la terreur et l'insécurité parmi la population malienne.

J'exhorte les autorités de la Transition à prendre des mesures immédiates pour faire face à cette situation préoccupante. Il est essentiel de renforcer la coopération régionale et internationale afin de lutter efficacement contre le terrorisme et l'ex-

trémisme violent qui menacent la stabilité du Mali et de la région.

En outre, j'encourage vivement toutes les parties prenantes maliennes de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du Processus d'Alger à répondre favorablement à l'appel du gouvernement de la Transition et à s'engager dans un dialogue constructif et inclusif pour résoudre les différends politiques et ethniques de manière pacifique. Un processus de réconciliation nationale est essentiel pour garantir une paix durable et promouvoir le développement socio-économique du pays.

Enfin, j'appelle la communauté internationale à soutenir le Mali dans ses efforts visant à surmonter les défis actuels. Il est crucial que les partenaires internationaux apportent une assistance technique, financière et logistique pour renforcer les capacités des forces de sécurité maliennes et promouvoir le développement économique et social du pays.

Je reste engagé à soutenir le peuple malien dans sa quête de paix, de sécurité et de prospérité. J'appelle tous les patriotes à travailler ensemble dans un esprit de coopération et de solidarité pour résoudre les problèmes complexes auxquels le Mali est confronté.

Yeah Samaké, ancien Maire, ancien Ambassadeur et Président d'honneur du PACP





mercredi par des centaines de militaires ralliés à sa cause, celle du coup d'Etat. Au Gabon, la population est en liesse après cette annonce. La chute des Bongo, l'une des vieilles dynasties d'Afrique, doit certainement susciter des murmures au Cameroun, en Guinée Équatoriale, en République démocratique du Congo, au Togo et en Côte d'Ivoire. On ne dit « jamais deux sans trois ».

L'association française Survie, qui milite notamment contre la "Françafrique", a exhorté la France à "s'abstenir de toute intervention militaire" au Gabon.

Sans aucun doute, une allégeance est déjà accordée à celui qui est présenté comme le chef du Comité pour la Transition et le Rétablissement des Institutions au Gabon. Alors que le suspense sur le sort d'Ali Bongo a été levé.

**"Nous informons la communauté nationale et internationale que M. Ali Bongo Ondimba est gardé sous surveillance dans sa résidence. Il est entouré de sa famille et de ses médecins",** a déclaré le Lieutenant-colonel Ulrich Madoumbi, porte-parole du groupe des putschistes.

Après 14 ans au pouvoir, Ali Bongo vient d'être renversé par ceux-là mêmes qui assuraient sa sécurité. Un cas similaire au Niger où le président Mohamed Bazoum est aux mains des putschistes depuis un mois. Des dignitaires du régime Bongo sont en détention. Parmi ceux qui ont été emprisonnés figure son fils et conseiller, Noureddin Bongo Valentin.

**"Des personnes de son entourage ont été arrêtées pour haute trahison des institutions de l'État, détournement massif de fonds publics, détournement financier international en bande organisée, falsification de la signature du président de la République, corruption active, trafic de drogue",** a déclaré le porte-parole.

## Putsch au Gabon

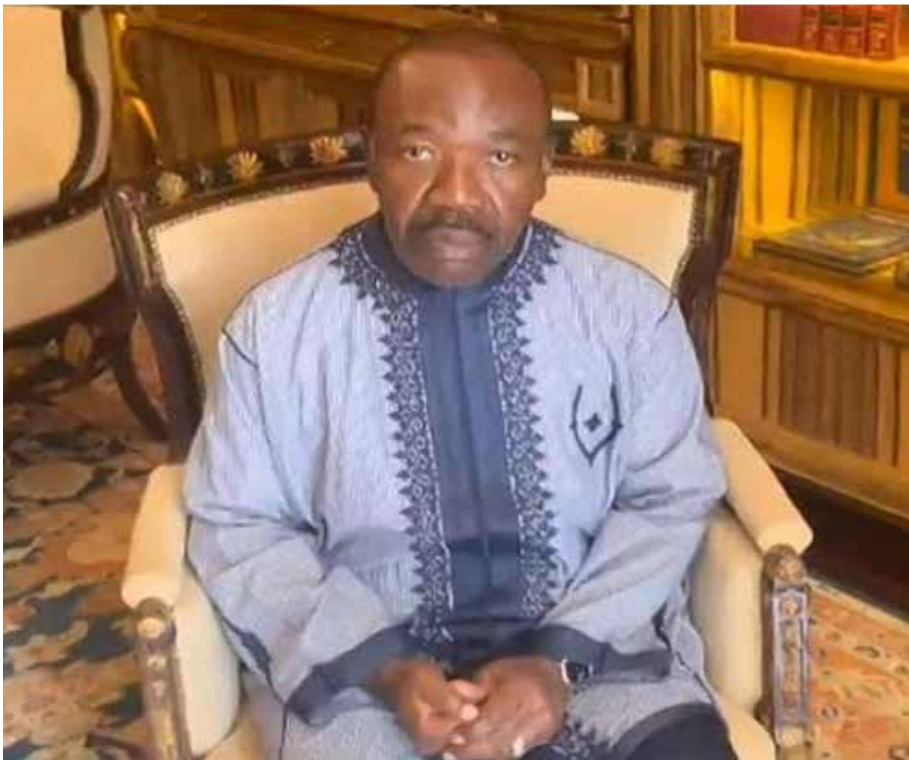
# Coup d'État sur coups d'État

**A** lors qu'il se préparait à perpétrer son troisième coup d'Etat constitutionnel ou institutionnel Ali Bongo Odimba a finalement trouvé plus fort que lui. Son premier coup d'Etat, après la mort de son père Omar lui a bien réussi. Héritier de sang mais hors constitution, il s'installa confortablement dans le fauteuil présidentiel qu'il conserva, au prix d'un deuxième coup d'Etat contre son opposant Jean Ping qui avait manifestement gagné l'élection présidentielle de 2016. Une répression féroce s'abattit sur le camp Ping qui ne pût jamais faire reconnaître sa victime. L'appétit venant en mangeant, petit Bongo devenu grand voulut rééditer le coup

du hold-up électoral. Mal lui en a pris car le voici désormais destitué, isolé et réduit, dans un ultime baroud de déshonneur, de demander à ses amis, au Gabon et à travers le monde de faire du bruit et beaucoup de bruits. Il fut entendu tant les quolibets ont fusé contre lui et son attitude aussi ridicule qu'indigne.

Ainsi donc Ali Bongo a été placé en résidence surveillée et son fils est en prison depuis hier, mercredi 30 août 2023. Le général Brice Oligui Nguema, chef de la garde républicaine (GR) et chef de la sécurité du président déchu Ali Bongo Ondimba, a été porté en triomphe





Le gouvernement français, par la voix de son porte-parole, a condamné mercredi le coup d'État en cours au Gabon. Le Commonwealth a également jugé la situation au Gabon "profondément préoccupante", rappelant au pays ses obligations en termes de respect de la démocratie.

"Les informations concernant la prise de pouvoir illégale au Gabon sont profondément préoccupantes", a estimé la secrétaire générale du Commonwealth, Patricia Scotland, dans un communiqué. Elle a rappelé que les membres du Commonwealth, une organisation composée principalement d'anciennes colonies britanniques que le pays d'Afrique centrale a rejoint l'année dernière, doivent respecter leurs obligations démocratiques.

### **Brice Oligui Nguema assurera la transition**

Après la chute d'Ali Bongo, les militaires qui ont pris le contrôle de la transition ont désigné le général Brice Oligui Nguema, patron de la Garde républicaine, pour diriger le pays. Brice Oligui Nguema, le nouveau dirigeant du Gabon et chef du Comité pour la transition

et la restauration des institutions, est un officier supérieur formé à l'Académie royale militaire de Meknès au Maroc. Il a été recruté en tant qu'aide de camp de l'ancien président Bongo Ondiba jusqu'à sa disparition en juin 2009. Après l'accession au pouvoir d'Ali Bongo, ce puissant militaire gabonais a

été envoyé en mission diplomatique pendant une dizaine d'années. Il a ainsi été attaché militaire à l'ambassade du Gabon au Maroc, puis au Sénégal, selon des sources de Mon-dafrique.

**"Un an après l'accident vasculaire cérébral (AVC) d'Ali Bongo survenu à Ryad en Arabie saoudite en octobre 2018, le colonel Brice Clothaire Oligui Nguema est rappelé au Gabon où il remplace un autre colonel, Frédéric Bongo, à la tête de la Direction Générale des Services Spéciaux (DGSS) de la Garde Républicaine",** précise la même source. Six mois plus tard, il est promu à la tête de la Garde Républicaine, remplaçant le général Grégoire Kouna. À la tête de la GR, il met en place des réformes, dont la plus marquante est la création de la Section des Interventions Spéciales (SIS), une unité spéciale placée sous l'autorité directe d'Ali Bongo, qui passe de trente à plus de trois cents membres (dont près de cent tireurs d'élite !).

### **Un nouveau locataire à la présidence gabonaise**





C'est la première fois en près de 55 ans qu'une personne autre que les "Bongos" s'installe dans le fauteuil présidentiel, même si c'est de manière provisoire ! "Les élections générales du 26 août 2023 ainsi que les résultats tronqués sont annulés", déclare un groupe de militaires. Ce groupe, réuni au sein d'un "Comité pour la Transition et la Restauration des institutions" (CTRI), a pris le contrôle du pays dans la nuit du mardi 29 au mercredi 30 août 2023. Cette décision fait suite à la publication des résultats de l'élection présidentielle du 26 août, qui donnent Ali Bongo vainqueur. Ce comité est dirigé par le chef de la garde républicaine, le général Brice Oligui Nguema, fils d'un officier de l'armée qui a servi auprès des Bongo père et fils. Les militaires justifient leur prise de pouvoir par "une grave crise institutionnelle, politique, économique et sociale".

Ils reconnaissent que l'organisation des élections générales du 26 août 2023 n'a pas rempli les conditions d'un scrutin transparent, crédible et inclusif, tant attendu par les Gabonaises et les Gabonais. Ils ont agi juste après l'annonce des résultats de l'élection présidentielle, qui donnent Ali Bongo vain-

queur avec 64,27% des voix. Cameroun, Guinée Équatoriale, République démocratique du Congo, Togo et Côte d'Ivoire sont secoués par la confirmation du coup d'État militaire au Gabon. Les anciens régimes d'Afrique tremblent, car personne n'est désormais à l'abri, surtout que le danger est imminent.

Dans une vidéo, l'ancien président gabonais appelle ses partisans du monde entier à se mobiliser pour sa libération. Vêtu d'une tunique bleue et assis dans un salon élégant, seul, Ali Bongo Ondimba est apparu mercredi 30 août dans une vidéo. **"Je suis le président du Gabon, Ali Bongo, et je lance un appel à tous mes amis à travers le monde pour qu'ils fassent du bruit en soutien aux personnes ici. Ma famille, mon fils est quelque part, ma femme est ailleurs et je suis dans ma résidence"**, a-t-il déclaré en anglais quelques heures après que des militaires ont affirmé avoir pris le pouvoir et proclamé la dissolution des institutions.

Depuis l'annonce du coup d'État, la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) est silencieuse. Selon une

source bien informée, Paul Biya, président de la République du Cameroun, et Obiang Nguema de Guinée Équatoriale suivent attentivement l'évolution de la situation. La même situation prévaut en République démocratique du Congo, où les régimes sont spécialisés dans la manipulation des constitutions pour se maintenir au pouvoir pendant des décennies.

Par ailleurs, John Kirby, porte-parole du département américain de la Défense, affirme que la Maison Blanche suit de près la situation au Gabon.

Le cas Ali, car il s'agit d'un cas, pose un problème à tous ceux qui, par conviction et principes rejettent les coups d'État pour une raison simple : il est indéfendable. Cette situation risque de fragiliser ceux qui condamnent le coup d'État au Niger.

Enfin le cas Ali risque de couper le sommeil aux dinosaures de sa région qui sont soit fils de... ou installés au pouvoir depuis des décennies.

■ Binadjon Dombia



■ Issa Kaba



Bizarre : lors de la prestation de serment le nouvel homme fort du Gabon démarre avec la fatwa ensuite il fait la croix ,alors question



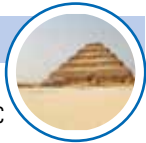
■ Ammy Baba Cisse



Celui qui se bat pour la chose, c'est pour lui la chose, disait Damiba

Au Gabon, les putschistes désignent un chef pour une transition et réactivent les signaux des médias (RFI et France 24, tv5 Monde) coupés par les démocrates.

■ Ancient Archaeology Tomb



Tombe d'une femme urartienne enterrée avec des bijoux déterrés en Turquie (Des archives, 2020)

Une tombe appartenant à une noble Urartienne enterrée avec ses bijoux a été trouvée au château de Çavu ştepe dans le district de Gürp inar dans la province orientale de Van, en Turquie. Cette femme a été enterrée avec un ensemble complet de bijoux exquis.

Dans un entretien avec l'agence Anadolu, le professeur Rafet Çavu şo ğlu, chef du département d'archéologie de l'université Van's Yüzüncü Y il, a déclaré avoir trouvé des informations très importantes dans la zone de nécropole au cours du projet de trois ans.

Soulignant que ce n'était pas la première fois cette année que l'importance des bijoux dans les traditions funéraires des Urartiens avait été attestée, Çavu şo ğlu a déclaré : « Cette dernière tombe que nous avons déterrée appartenait probablement à une femme âgée de 20 à 25 ans. Ce qui compte ici c'est que la femme a été enterrée avec tous ses bijoux. Il y a presque un ensemble complet de bijoux sur son squelette, ce qui indique que les traditions de parure des femmes urartiennes ont été très considérées.



■ Hamadi Dicko



: L'Algérie propose une transition de 6 mois au Niger dirigé par un civil choisi par l'armée.

■ Gandhi Malien



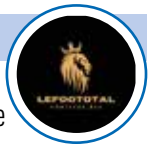
#URGENT: L'ancien ministre de la Sécurité, Général Salif Traoré a été placé aujourd'hui sous mandat de dépôt dans l'affaire Securiport. 02 autres anciens ministres attendent d'être fixés sur leur sort aujourd'hui ou demain.

À suivre...  
Issiaka Malien Lamda





## Le Football Total



INCROYABLE ! La Fédération espagnole menace de QUITTER L'UEFA si Luis Rubiales est viré de son poste de président !  
Une telle décision pourrait conduire à L'EXCLUSION de TOUS les clubs espagnols des Coupes d'Europe (Onda Cero)



## Awa Sylla



C'était prévisible les avertis savaient cette fois ça n'allait pas passer. C'était la première Dame qui dirigeait ce pays depuis la maladie de son mari.

## Guinée Conakry



INCROYABLE ! #Oumar\_Touré vient de remporter le concours mondial de mémorisation du saint Coran en Malaisie !



## Casimir Sangala



Gabon : le Général Brice Clotaire Oligui Nguema désigné par les généraux président de la transition. C'est sa chose !

## Ras Dial Ras Dial



SOFARA : 04 pêcheurs tués ce matin dans le village de DJANGO BAMANAN à 7km de sofara.

Tombouctou ce jour 30 août 2023 4 obus jetés à l'aéroport vers 06h48 dont 2 tombés

## Sans Frontière TV



Gabon La communauté internationale va rentrer dans la danse maintenant avec des condamnations...

## ■ Drissa Arama



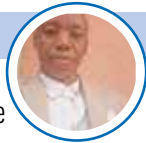
### PARTAGE D'EXPÉRIENCE.

Sur sollicitation du Centre de Formation Cheick Modibo Diarra "CFCMD" et Soso CONSULTING, j'anime quelques semaines de formation de Marketing 4.0 (Marketing en ligne, le bouche à oreille "Buzz", les réseaux sociaux et le Marketing Mobile) pour l'un et le Montage de Projet, Business plan pour l'autre.

Renforcer mes capacités et celles d'autrui est une passion.



## ■ Kassoum Thera



Conduite de la transition, les reseves, la mise en garde et les conseils de Ben le Cerveau

## ■ Noufou Congo



Afrique de l'Ouest, quatre pays qualifiés  
Afrique centrale deux Pays qualifiés  
la compétition. Continue finale en Russie.

## ■ Seidik Abba



1ère escarmouche sur PetroNiger, sans doute la vraie cause du coup d'Etat, a lieu le 13/08. Après 1 forcing en Conseil de cabinet, le texte arrive en Conseil des ministres le jeudi 13/08. De justesse, Bazoum demande au PM Ouhoumoudou de le faire retirer, Abba acte sa rétraction

## ■ Ministère des Affaires étrangères du Mali

En images, la déclaration de Son Excellence Monsieur Issa KONFOUROU, Ambassadeur Représentant permanent de la République du Mali auprès des Nations Unies à New York, à l'occasion de la réunion du Conseil de sécurité, de ce lundi 28 août 2023, sur le rapport d'étape du Secrétaire général des Nations Unies sur le retrait de la MINUSMA.



## ■ LSI AFRICA



.@MinColonna

: « En Afrique, nous restons mobilisés pour lutter contre les attaques et les discours anti-français . Aux fermes à trolls de Wagner ou de ses clones, aux usines à mensonges, nous opposons désormais la vitesse de notre réponse, aussi en langues locales, sur l'ensemble des supports et des réseaux sociaux », a déclaré mardi la cheffe de la diplomatie française. #ConfAmbass



## ■ Attaye Ag Mohamed



La junte de Bamako: Le déni et le faire semblant, des séquences de bonne guerre.





## Retrait de la Minusma : La dernière phase débute demain le 1er septembre



**L'évolution du processus de retrait définitif de la Minusma et le transfert des tâches au gouvernement malien se poursuit. Ce sont les principaux sujets débattus au conseil de sécurité des nations-unies, ce lundi 28 août.**

Le patron de la MINUSMA, El-Ghassim Wane, a présenté son premier rapport d'étape sur le retrait de la MINUSMA. Il a affirmé que la première phase des transferts des emprises de la Mission onusienne au Mali à l'armée malienne s'est déroulée du 17 juillet au 25 août 2023. « Quatre camps de la mission ont été rétrocédés à l'armée malienne dans les régions de Bandiagara, Tombouctou et Ménaka. Il s'agit des camps d'Ogossagou, Ber, Goundam, et celui du Menaka », a-t-il précisé. Selon lui, la seconde phase du retrait du personnel de la mission démarre le 1er septembre prochain et verra la fermeture de six camps. El Ghassim Wane souligne que les éléments qui occupaient ces camps seront répartis entre les bases de Tombouctou, Gao et Bamako avant le retrait définitif le 31 décembre prochain. « Cette étape sera difficile compte tenu du délai imparti », reconnaît le chef de la MINUSMA. De son côté, le Représentant permanent du Mali auprès des Nations Unies, Issa Konfourou, estime que le gouvernement n'envisage pas de proroger ce délai.

« Les transferts des bases de la MINUSMA à l'État malien ne constituent pas un acte de belligérance ou de rupture de l'accord pour la paix », a-t-il déclaré.

Au même moment, le ministre de la Réconciliation nationale, Colonel major Ismaël Wagué, invite les mouvements signataires à revenir à la table des négociations en vue de relancer le processus de paix.

Déplacement massif à Bandiagara, malgré un calme précaire  
La situation est calme à Bandiagara depuis quelques jours. Malgré cette situation, la population continue de fuir à cause de la peur. Des habitants du village de Sohindé de la commune de Timiniri sont arrivés, le lundi 28 août, dans la ville de Bandiagara.

Guidireye Tembely, membre de la société civile de Bandiagara, interpelle les autorités pour la sécurité des personnes et leurs biens.

Source : Studio Tamani

## OCLEI et AMRTP : Dans une dynamique de collaboration pour la bonne gouvernance



À la tête d'une délégation, le Président de l'OCLEI, Dr Moumouni Guindo a été reçu par Saïdou Pona SANKARE, Président de l'Autorité malienne de régulation des Télécommunications, des Tic et des Postes, le jeudi 31 août 2023.

Au menu de leur rencontre, l'initiation d'un cadre de collaboration entre les deux structures autour des activités de prévention de la corruption et l'enrichissement illicite. Autrement dit, dans la lutte contre ces phénomènes dans notre pays, savoir en quoi et comment l'un peut être utile à l'autre et vice versa.

On retient des échanges, une volonté affichée de l'OCLEI et l'AMRTP d'aller à une collaboration où le digital, j'allais dire la technologie, sera fortement représentée dans les arsenaux de prévention de la corruption et l'enrichissement illicite dans notre pays. Les deux structures ont posé la première pierre de cette collaboration en proposant une rencontre très prochaine entre techniciens pour désigner les deux points focaux en charge de ce dossier.

Les premiers responsables des deux structures, entourés de leurs collaborateurs de haut rang, ont mis à profit cette rencontre pour faire mieux connaissance sur leur structure respective dans son organisation, mission et attributions.

Une visite guidée de deux départements de l'AMRTP a mis fin à la rencontre.

L'OCLEI et l'ARMDS sont deux autorités indépendantes. L'OCLEI a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international pour une lutte efficace et coordonnée contre l'enrichissement illicite.

Quant à l'AMRTP, sa mission est de veiller sur les intérêts nationaux en matière de télécommunications/TIC et postale. Cela passe par le respect de plusieurs règles, au nombre desquelles le principe d'égalité de traitement des opérateurs du secteur des télécommunications, des TIC et postal ; le principe de neutralité technologique en matière de télécommunications, des normes environnementales et sanitaires en matière de télécommunications, des TIC, etc.

Service communication OCLEI

**Festival mali-guinée : La fédération des deux pays pour un monde meilleur**



Le vendredi 25 août 2023 le Bougou du palais de la culture Amadou Hampâté Ba a servi de cadre pour le lancement de la 2e édition du festival artistique, culturel et économique de Kouremalé. Ce festival initié par l'artiste musicien Salif Kéita, se tiendra du 27 au 29 octobre 2023 à Kouremalé.

Placé sous le signe de la fédération entre le Mali et la Guinée, il demeure constant que ces deux pays frontaliers constituent les deux poumons de ce festival.

Pour les activités de cette 2e édition, ce sont des groupes folkloriques qui seront à l'honneur. Selon le commissaire général du Festival, Salif Kéita, il s'agit d'aller dans les tréfonds de nos cultures pour en extraire la substance sur laquelle se fondent notre "Maaya" et notre identité. Selon les organisateurs, la 1re édition du festival de Kouremalé a connu un franc succès avec des réalisations comme l'octroi d'un hectare au Festival pour la construction d'un vestibule du savoir (Donya Blon) par la mairie de la commune ; la zone tampon complètement dégagée de ses tonnes d'ordures et désormais patrimoine du Festival ; l'allègement des tracasseries que subissaient les populations de part et d'autre de la frontière, etc.

Cette 2e édition est placée sous parrainage d'Oumar dit Barou Coulibaly de la Guinée et Mme Fatoumata Batouly Niane du Mali. L'accompagnement des sponsors est vivement sollicité pour faire de cette 2e édition un succès.

Zeïnabou Fofana  
Mali Tribune

**Mine de lithium de Goulamina : La cotation en bourse du propriétaire suspendue depuis plus d'un mois**



Le Mali devrait devenir en 2024 le premier producteur ouest-africain de lithium, grâce au projet Goulamina piloté par la compagnie LEO LITHIUM. Cette dernière a volontairement suspendu son inscription en bourse depuis plusieurs semaines, en raison de discussions encore confidentielles avec Bamako.

La compagnie minière Leo Lithium cotée sur la bourse australienne ASX, a soumis le 23 août une nouvelle demande destinée à prolonger sa suspension volontaire de la bourse. Cette mesure en place depuis le 20 juillet dernier, et déjà prolongée à plusieurs reprises, s'explique par des "discussions incomplètes en cours avec le gouvernement du Mali". Les discussions portent sur une correspondance transmise il y a plus d'un mois à Leo Lithium par les autorités locales et dont le contenu n'a pas été divulgué. La suspension volontaire ne devrait prendre fin qu'une fois qu'un communiqué plus détaillé à propos de ces discussions sera publié.

Leo Lithium est en train d'achever les travaux de construction de la première mine de lithium du Mali. Avant l'entrée en production complète de Goulamina au premier semestre 2024, avec la production du premier concentré de spodumène, la compagnie australienne compte exporter jusqu'à 180 000 tonnes de minerai à expédition directe (DSO) via le Port d'Abidjan. Les premières livraisons devraient commencer au dernier trimestre 2023.

Source : Ecofin  
Mali Tribune





## Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

# Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

**L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.**

**Article 4:** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;

- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
- d'émettre un avis sur la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites;

**Article 6:** Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

**Article 7:** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

# Nord et centre du Mali : L'insécurité persiste malgré tout



Les groupes terroristes continuent de faire des incursions dans les villages des régions de Bandiagara et de San. Des barricades ont également été signalées sur la route nationale 16. Bien que libérée il y a quelques jours, la route entre Douentza et Gao est à nouveau bloquée depuis vendredi dernier.

Hier matin, mercredi 30 août 2023, cinq obus sont tombés à l'aéroport de Tombouctou sans faire de victimes. Selon des sources, c'est la troisième attaque à l'obus en moins de deux semaines dans la ville de Tombouctou.

La veille de cet incident, une embuscade contre l'armée a fait plusieurs morts, dont des civils, entre Tillé gare et Songho gare dans la région de Bandiagara, selon des sources. La riposte des FAMa aurait également causé de lourdes pertes parmi les groupes terroristes, bien qu'aucun bilan officiel ne soit disponible pour le moment.

Au même moment, deux attaques simultanées ont visé les villages de Toubou et de Bandiougou dans la commune de Goundaka, cercle de Bandiagara.

Dans la commune de Bankass, le village de Koumoudou a été attaqué par des groupes armés. Selon des sources locales, un civil a

été blessé et évacué au CSREF de Bankass.

Dans la région de San, à Fangasso, un déplacement massif de population est signalé. Ces personnes fuient l'insécurité.

La route nationale 16 reliant Douentza à Gao est à nouveau bloquée. Depuis vendredi, des individus armés empêchent la circulation des véhicules et les renvoient vers Hombori ou Douentza, selon des témoignages. Les transporteurs de la région de Douentza demandent aux autorités de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité sur cette route.

Sidi Haïdara, Président du bureau régional du conseil malien des transporteurs routiers à Douentza, affirme que la route Douentza-Gao est à nouveau bloquée. "La route a été libérée mardi, mais vendredi dernier, elle a été bloquée à nouveau. Nous avons rencontré le gouverneur de Douentza, qui nous a proposé une escorte militaire sur l'axe Douentza-Gao, car selon lui, c'est le seul moyen d'assurer la continuité du trafic. Après avoir consulté les transporteurs de Douentza, Ségou et Bamako, nous lui avons dit que nous préférons voyager sans escorte militaire, car cela pourrait entraîner des affrontements avec les groupes armés. Nous voulons circuler en toute sécurité dans notre pays, mais les vé-

hicules continuent de partir timidement vers Gao", a-t-il déclaré.

Il est important de rappeler que le blocus imposé par des hommes armés à la ville de Tombouctou a entraîné une augmentation des prix de certains produits. Les commerçants et les habitants de la localité dénoncent le blocus et demandent aux autorités des solutions. "Tout est cher à Tombouctou. Les prix de certains produits ont doublé, voire triplé", se lamente un habitant rencontré ce lundi matin au marché de Yobou-tao. "Plusieurs voies d'accès à la ville sont bloquées, notamment le tronçon de Goundam et la route reliant Bambara Maoudé à Douentza", regrette un autre habitant de la ville.

"Aujourd'hui, tous les prix ont explosé. Le carburant qui était vendu à 700F est maintenant à 1500F CFA. Le sucre et le lait sont très rares sur le marché", témoigne un habitant. Un autre insiste en disant : "Aucun produit n'entre ni ne sort. Cela signifie que la population sera étouffée dans quelques jours". Les habitants de la ville "demandent aux autorités une aide rapide".

La délégation régionale de la chambre de commerce et d'industrie de Tombouctou estime que les préjudices causés par ce blocus sont énormes. Selon son président, Elhadji Fihroun, le gouvernement doit trouver de "nouveaux corridors" pour approvisionner la ville de Tombouctou en produits de première nécessité.

"Toutes les routes ont été coupées. Le seul objectif est de pousser la population à se révolter contre l'État", pense Elhadji Fihroun. "L'État devrait saisir cette occasion pour essayer de trouver une autre voie d'approvisionnement. Afin de nous protéger complètement de cette concurrence déloyale", recommande-t-il.

Il est à noter que le premier camion qui a tenté de violer cette mesure a été arrêté et incendié par des hommes armés.



# Agetier : Des licenciements sélectifs à la pelle

L'Agence pour la gestion des travaux d'infrastructures et d'équipements ruraux (Agetier) a récemment licencié 13 agents pour motif économique. Paradoxalement, cette mesure ne frappe que les plus anciens. De nouvelles recrues et proches du DG sont épargnées.



L'Agetier est un service de l'Etat créée en 1999, chargée de la délégation de maîtrise d'ouvrage. A ce titre, elle intervient beaucoup dans la réalisation de pistes et d'infrastructures rurales financées par des bailleurs de fonds (Banque mondiale, autres partenaires techniques, etc.).

Elle est dirigée par un directeur général relevant du ministère du Développement rural. L'ensemble de la structure est placée sous le contrôle d'un conseil d'administration présidé par le président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture du Mali (Apcam).

Son directeur général Zana Coulibaly, nommé en 2016, a décidé de mettre à la porte le

lundi 21 août dernier, 13 travailleurs sur les 43 que compte l'Agetier. Des proches recrutés par ses soins estimés à une quinzaine de personnes n'en font pas partie. La décision de révocation parle plutôt de "chômage technique temporaire de 3 mois".

Par ailleurs, son chauffeur personnel, qui n'est pas sur la même décision de licenciement que les autres, était suspendu depuis mai 2022. Il s'est vu notifier par la suite sa décision de licenciement le 4 août 2023 et ce à compter de décembre 2021. Quel paradoxe.

Le chômage technique temporaire serait un argument qui ne tient pas, "c'est du saupoudrage", selon de sources proches du syndicat. Et pour cause. Les travailleurs au

nombre de 35 sur 45 présents ce jour avaient, au cours d'une assemblée générale, signé une pétition allant dans le sens de la diminution de salaires de 40 à 50 % pour sauver leurs emplois. Mais cette décision n'a jamais été entérinée par la direction générale et tout le monde est resté à son poste jusqu'au lundi 21 août dernier.

Zana Coulibaly sort d'un long bras de fer avec Sanoussi Bouya Sylla, l'actuel président du conseil d'administration de l'Agetier et président de l'Apcam. Celui-ci l'avait révoqué en 2021 pour "compromission des intérêts du service, de l'Etat du Mali et d'autres structures". En termes clairs, il avait été démis pour mauvaise gestion de deniers publics, manque de suivi des projets, mauvais choix des entreprises d'exécution des travaux, entre autres. Un contentieux qui était pendant devant les tribunaux.

Selon un document qui est en notre possession, sous sa direction, l'Agetier a perdu des contrats de plusieurs dizaines de milliards de F CFA, pour négligence. Des biens meubles (véhicules) ont été bradés sous le vocable de réforme, des biens immeubles (terrains nus et des maisons bâties) ont été soit achetés ou loués sur fond de surfacturation. Dans ces cas, le nom de Bakary Togola, ancien président de l'Apcam et du conseil d'administration de l'Agetier, apparaît plusieurs fois comme vendeur desdits terrains et maisons et acquéreur des véhicules réformés et neufs. M. Togola est celui-là même qui avait été écroué par le Pôle économique en 2019 pour "détournement de deniers publics" se chiffrant à 9 milliards de F CFA avant de se voir blanchi par la Cour d'assises de Bamako.

Dans cette situation conflictuelle, le syndicat de l'Agetier avait pris position pour le conseil d'administration. Les travailleurs avaient majoritairement décidé de ne plus le reconnaître comme directeur général. M. Coulibaly a retrouvé son fauteuil grâce à Modibo Kéita, ministre du Développement rural au moment des faits, en marge des préparatifs de la vi-

site du président de la Transition Assimi Goïta dans la ville de Ségou.

Selon un membre du syndicat de l'Age-tier, c'est le même ministre Modibo Kéita qui avait assuré aux travailleurs que "la question Zana Coulibaly est close". Pour joindre l'acte à la parole, il avait écrit en 2021 aux banques et établissements financiers, les informant de la fin du contrat de M. Coulibaly dont la signature était remplacée par celle de son intérimaire, Hamidou Diawara.

Plus tard, le ministre Kéita retournera la veste en affirmant dans son bureau aux mêmes membres du syndicat qu'il "a les mains liées dans cette affaire" en ce sens que la décision du maintien du directeur général venait d'en haut. Mais le ministre avait pris le soin de demander de garder tous les agents à leur poste sans aucun licenciement, lors d'une visite de sa délégation à la direction générale de l'Age-tier à Ségou.

Contre toute attente, le mardi dernier, les agents récalcitrants ont récolté les pots cassés de leur opposition au retour de Zana Coulibaly. La mise en chômage technique temporaire des 13 personnes est un règlement de comptes déguisé. Selon des indiscrétions, tous ceux qui sont concernés ont entre 7 à 20 ans de services parmi lesquels des cadres supérieurs (bac + 4 ou 5). Il se trouve qu'il y en a d'autres dont des proches que Zana Coulibaly a recrutés il y a peu et qui n'ont nullement été touchés.

Sinon dans la logique, en matière de licenciement, les employeurs évitent généralement de mettre à la porte ceux qui ont plus d'ancienneté dans le service pour éviter de payer des montants faramineux en guise de droits.

Abdrahamane Dicko  
Mali Tribune

## L'armée malienne : Fermeté dans la riposte

**L'élimination d'un regroupement de groupes armés terroristes à Anefis met en lumière la fermeté du commandement militaire à sévir partout où le besoin se fait sentir.**



Les groupes armés ont subi à nouveau une série de revers jusqu'à perdre une partie du territoire ces dernières semaines. Des recherches se sont poursuivies mardi dernier pour retrouver des corps et des survivants dans les décombres après le raid mené contre des groupes armés lundi. Pourtant, le raid des forces maliennes avait été préparé sur la base de « renseignements précis » pour éviter un scénario sanglant. L'objectif était simple : tenter d'éviter le plus possible les victimes civiles et épargner les femmes et les enfants. Des frappes de l'aviation sur des pickups, au nombre de quatre, qui ont été pulvérisés. Les explosions sont tellement puissantes que des corps sont démembrés et projetés à l'extérieur des véhicules. Il fallait agir, sachant que les terroristes avaient choisi de se fondre dans la population avec un risque beaucoup plus grand. L'Etat-major général des armées est resté très discret sur le nombre de soldats

impliqués et leur équipement. L'élimination d'un regroupement de groupes armés terroristes, auteurs de plusieurs exactions contre les populations civiles et d'accrochages avec les forces de défense et de sécurité met en lumière la fermeté dont le commandement pouvait faire preuve et qui a suivi toute l'opération en communication permanente avec les chefs militaires. " Ces GAT étaient en préparation d'attaques contre des positions FAMA" selon un communiqué de l'Etat-major général publié sur les réseaux sociaux.

### Camp de Kidal, point d'orgue

Anefis, distant de 100 km de Kidal, aurait couronné lundi dernier un gros travail de progression des troupes opéré samedi. En effet, à suivre Adama Ben Diarra alias Ben le cerveau, chef de file de Yèrèwolo debout sur les remparts, elles sont entrées à Aguelhok et Tessalit. En prélude au démarrage de la



deuxième phase du transfert des tâches de la Mission des Nations unies (Minusma) à l'État malien, qui commence dès le 1er septembre 2023 et qui, selon le Représentant spécial, sera « extrêmement difficile », doit s'exécuter suivant le chronogramme convenu. Si le Gouvernement malien est ouvert au dialogue pour régler pacifiquement les questions ponctuelles qui peuvent se poser, ce dernier tient au respect strict des délais convenus pour le transfert des camps de Tessalit, d'Aguelhok et de Kidal à l'État du Mali, et n'envisage pas de prolongation du départ de la Mission au-delà de la date du 31 décembre 2023.

Issa Konfourou, représentant permanent du Mali auprès des Nations Unies a exprimé sa « surprise » suite aux affirmations « sans fondement » contenues dans le rapport et faisant état de restrictions de vols et de limitations d'importations imposées à la Minusma. Ces affirmations sont contraires à l'esprit constructif et de coopération que le gouvernement n'a cessé de manifester à l'égard de la Minusma, a-t-il regretté. Il a

également soutenu que contrairement à certains passages du rapport d'étape, le gouvernement du Mali a évalué avec beaucoup de « sérénité » le retrait de la Minusma et élaboré les mesures nécessaires pour faire face à tout éventuel vide sécuritaire qui y serait lié. Les forces armées maliennes sont prêtes à faire face à toutes les situations, y compris la remise anticipée des camps, comme ce fut le cas le 13 août 2023, à Ber.

Le point d'orgue sera la rétrocession du camp de Kidal aux Forces armées maliennes. La Minusma quitte le Mali après une décennie de présence, au cours de laquelle elle a établi 12 camps dans le nord et le centre du pays, ainsi que son quartier général à Bamako.

Fanfan  
L'Informateur





# Avec un nouveau code minier : Le Mali se réapproprie son or

En permettant à l'état de prendre jusqu'à 30 % dans les nouveaux projets, Assimi Goita tient sa promesse de faire « briller l'or pour les maliens ».



Le 28 août, le Mali a adopté un nouveau code minier permettant à l'État de prendre jusqu'à 30 % de participation dans les nouveaux projets et d'augmenter les revenus tirés d'un secteur capital pour l'économie nationale.

Le pays est l'un des premiers producteurs d'or en Afrique : avec 72,2 tonnes produites en 2022 (dont 6 t par l'orpaillage artisanal), l'or à lui seul contribuait à 25 % du budget national, 75 % des recettes d'exportation et 10 % du PIB, disait en mars le ministre des Mines d'alors, Lamine Seydou Traoré.

Le Mali dispose d'autres ressources minérales, largement inexplorées, comme le fer, mais aussi le manganèse et le lithium, appelés à jouer un rôle primordial dans l'effort

global de transition énergétique.

## LE MANTRA DE LA SOUVERAINETÉ

Le secteur minier malien est dominé par les groupes étrangers, comme les Canadiens Barrick Gold et B2Gold, l'Australien Resolute Mining ou le Britannique Hummingbird Resources qui poursuivent l'exploitation malgré l'expansion jihadiste et l'instabilité politique associée au pays depuis des années. Comme d'autres gouvernements en Afrique, la junte malienne, qui a fait du rétablissement de la souveraineté l'un de ses mantras après avoir pris le pouvoir par la force en 2020, a exprimé sa volonté de faire profiter le pays de ses richesses.

La réforme du code minier devrait rapporter au minimum 500 milliards de francs CFA (762 millions d'euros) au budget annuel de l'État, a déclaré le ministre de l'Économie Alousséni Sanou au moment de l'approbation du texte par le conseil locataire lieu d'organe législatif le 8 août. L'objectif est de porter la contribution de l'industrie minière à 15 ou 20 % du PIB, disait alors le nouveau ministre des Mines Amadou Keïta.

« Le nouveau code permet désormais au gouvernement de prendre une participation de 10 % dans les projets miniers et l'option d'acheter 20 % supplémentaires au cours des deux premières années de production commerciale », a indiqué le gouvernement. Une participation supplémentaire de 5 % pourra être octroyée au secteur privé malien, portant les intérêts publics et privés nationaux dans les nouveaux projets à 35 %, contre 20 % aujourd'hui », a-t-il ajouté.

## FIN DES EXONÉRATIONS FISCALES

La réforme supprime les exonérations fiscales accordées aux entreprises au cours de l'exploitation. Les exonérations sur les produits pétroliers ou les équipements représentent chaque année environ 60 milliards de F CFA (91 millions d'euros), selon le ministre de l'Économie. Et elle prévoit la création de fonds pour le développement local ou la construction de routes. Les autorités promeuvent la réforme depuis des mois en affirmant la nécessité que « l'or brille pour les Maliens ».

La junte malienne « marche sur un fil », selon Mucahid Durmaz, analyste pour l'Afrique de l'Ouest. « Le gouvernement cherche à retirer plus de bénéfices de futurs investissements, mais la nouvelle loi risque de dissuader les sociétés minières étrangères d'investir au Mali », met-il en garde.

Jeuneafrique avec AFP

# Dr. Soumana Sako contre une intervention militaire du Mali au Niger : « Les groupes terroristes et djihadistes continuent de semer la mort et la désolation dans de nombreuses zones du Mali... »

L'ancien Premier ministre Dr. Soumana Sako

La CNAS-Faso Hèrè (Convention Nationale pour une Afrique Solidaire), le parti dirigé par l'ancien Premier ministre, Dr. Soumana Sako, fustige « la volonté des autorités militaires et politiques nationales de voler au secours de la junte militaire qui tente d'usurper le pouvoir d'un régime démocratiquement élu dans un pays voisin. » Pour la CNAS-Faso Hèrè, au même moment, « les groupes armés terroristes et djihadistes continuent de semer la mort et la désolation dans de nombreuses zones du Mali où des villages entiers se vident de leurs populations abandonnées à leur sort. »



**A** Bamako, plusieurs partis politiques sont opposés à une intervention militaire des autorités maliennes au Niger. La CNAS-Faso Hèrè (Convention Nationale pour une Afrique Solidaire), le parti de l'ancien Premier ministre, Dr. Soumana Sako, a exprimé, dans un communiqué rendu public le jeudi 24 août 2023, sa plus

vive préoccupation face à la volonté des autorités militaires et politiques nationales de voler au secours de la junte militaire qui tente d'usurper le pouvoir d'un régime démocratiquement élu dans un pays voisin alors même que les groupes armés terroristes et djihadistes continuent de semer la mort et la désolation dans de nombreuses zones du

Mali où des villages entiers se vident de leurs populations abandonnées à leur sort.

Pour la CNAS-Faso Hèrè, dans des systèmes démocratiques même imparfaits dont les peuples de la sous-région se sont librement dotés, le coup d'Etat militaire non seulement n'a pas sa place, mais vient complexifier davantage les problématiques sécuritaires et de développement qui lui servent souvent de prétextes trop faciles pour être crédibles.

Le spectre d'une intervention militaire de la CEDEAO afin de rétablir Mohamed Bazoum dans ses fonctions plane toujours sur le Niger. Les autorités au Mali et au Burkina Faso ont déjà fait part de leur solidarité envers les putschistes au Niger et ont annoncé qu'une intervention militaire de la CEDEAO serait « une déclaration de guerre » à leur encontre. Les militaires au pouvoir au Niger ont donné leur accord, le jeudi 24 août dernier, « autorisant les forces de défense et de sécurité du Burkina Faso et du Mali à intervenir en territoire nigérien en cas d'agression ».

Madiassa Kaba Diakité  
Source : Lerepublicainmali

# Relations amoureuses à Bamako : Le phénomène du "fuis-moi... je te suis"



**S**i les habitants de Bamako excellent dans un domaine, c'est bien celui de la drague et des relations amoureuses. Cette tendance est connue de tous, jeunes et moins jeunes, peu importe leur statut social ou matrimonial. Les hommes courtisent les jeunes femmes toute la journée, et les jeunes femmes font de même avec les hommes. Qu'ils soient mariés ou célibataires, cela n'a pas d'importance ! Même si vous fuyez quelqu'un qui vous fait des avances, il vous suit.

Bamako est remplie de relations amoureuses en tout genre. Des célibataires avec des célibataires, des célibataires avec des mariés, et enfin des mariés avec des mariés. Ne soyez pas surpris, car nous sommes dans une ville où les hommes et les femmes, malgré leur statut social, ont toujours ce désir ardent de rencontrer de nouvelles personnes par amour, nécessité ou intérêt. Il suffit juste de prier pour ne pas tomber sur ceux qui ne cessent jamais de vous approcher. Car même si vous les rejetez en leur disant que vous n'êtes pas intéressé ou que vous êtes marié, ils ne vous laisseront jamais tranquille. C'est

là qu'intervient l'expression : "fuis-moi, je te suis... suis-moi, je suis".

Nous parlons en effet de cette réalité dont sont victimes de nombreux jeunes, en particulier les femmes. Elles se font draguer toute la journée. Le comble ! Quand vous leur montrez votre désintérêt, ils redoublent d'énergie pour continuer à vous courtiser. Une situation récurrente, qui, selon Awa Sangho, est assez difficile à vivre pour les femmes. Notre interviewée conclut en affirmant qu'elle-même, même après son mariage, continue d'être la cible de certains hommes.

"Bamako est devenue au fil des ans cette ville où l'on ne voit que des scènes de drague et de harcèlement. Les hommes ont tellement ancré dans leurs habitudes le désir d'avoir de nombreuses petites amies", déplore-t-elle. Avant de nous confier ce qui suit : "Par jalousie, mon mari me demande de sortir moins souvent. Je ne sors donc que pour les baptêmes ou les mariages de mes proches. Mais tenez-vous bien ! Même quand je vais dans ces endroits, il y a des hommes qui me draguent, même en présence de mon

mari. Vous y croyez ? C'est juste pour vous dire que c'est une réalité qui est à la mode chez nous et c'est vraiment déplorable".

Maimouna Kanté avance des arguments similaires à ceux de sa prédécesseure, laissant entendre que Bamako est remplie d'hommes qui ne cherchent qu'à vivre des histoires d'amour avec de jeunes femmes. "C'est normal pour toutes les jeunes filles d'être courtisées par des hommes". Mais lorsque vous poursuivez une femme et qu'elle vous dit "non", je ne vois vraiment pas l'intérêt d'insister. On ne peut pas forcer l'amour, mais c'est quelque chose que les hommes ne comprennent pas. Même lorsque vous ne le voulez pas, ils ne vous laissent pas tranquille", insiste-t-elle.

Un autre aspect évoqué par Salim Coulibaly est le fait que les femmes aiment les mauvais garçons ou les "bad boys". Dans ses explications, il laisse entendre que les jeunes maliennes n'aiment jamais les hommes qui les suivent, mais plutôt ceux qui les évitent.

Siguéta Salimata DEMBELE



# Me Ciré Cléodor Ly Alerte l'opinion : Sonko est en « déficit cardiaque ainsi qu'une paralysie complète... »

Me Ciré Cléodor Ly, l'un des avocats de Ousmane Sonko en détention lance l'alerte aux autorités sénégalaises sur l'état de santé de l'opposant. Selon ce dernier, Sonko éprouve un « déficit cardiaque ainsi qu'une paralysie complète de la partie gauche de son corps ». Lire en extenso la déclaration de l'Avocat ci-dessous.



■ ■ En ma qualité d'avocat membre du collectif de la défense du leader de l'opposition démocratique, j'avais lancé une alerte attirant l'attention sur l'état de santé de ce dernier, qui se détériorait de jour en jour. Il accusait alors un début de déficit cardiaque ainsi qu'une paralysie complète de la partie gauche de son corps, entre autres anomalies organiques. L'état de santé de monsieur Ousmane Sonko a atteint ce jour du 30 Août 2023 un seuil alarmant, au point qu'il est à craindre que les seuls soins médicaux ne puissent plus lui éviter une dégradation irréversible de ses organes vitaux. Les autorités politiques ainsi que l'administration pénitentiaire en sont informées, de même que le doyen des juges d'instruction qui a délivré le mandat de dépôt, à la suite d'un détournement de procédure du Procureur de la République, lequel est parti d'une ar-

restation pour un vol présumé d'un portable sans aucune valeur économique, suite à une provocation policière, pour requérir la détention fondée sur une kyrielle d'infractions sans unité de dessein, de connexité ou de concomitance. Ceux, autres que le Doyen des juges, qui ont le pouvoir de mettre fin à sa détention et qui n'avaient pas encore été informés de la situation sanitaire d'Ousmane Sonko, peuvent aller vérifier mes déclarations à la réanimation où le brave docteur traitant s'échine auprès de son patient, pour avoir la confirmation que ce dernier est épuisé et sur le point d'atteindre ses limites, avant qu'il ne soit trop tard. La philosophie, la morale et le juridisme n'ont plus droit de cité. On ne peut rester sourd et de marbre face aux risques que le maintien en détention d'Ousmane Sonko pourrait engendrer alors qu'il existe des mécanismes juridiques

internes conformes au Droit International, qui permettent de le libérer à l'instant même où j'écris. Je lance à l'occasion un appel pressant au Président de la République qui nomme aux emplois civils et militaires, pour qu'il renvoie sans retard le ministre de la justice de son poste pour incompétence pendant qu'il est temps, qu'il le remplace par un homme sage qui maîtrise les arcanes de la justice et le droit international des droits de l'homme et qu'il s'implique pour la libération immédiate d'Ousmane Sonko pour ne pas avoir à traîner le fardeau de ce qui est désormais très prévisible. Ce sont aussi des conseils et, selon le dicton : « Rien ne sert de courir, il faut partir à point. » »

Maître Ciré Cléodor Ly, Avocat à la Cour ;  
Au nom de mon devoir et de ma liberté d'informer juste, de penser et de conseiller

# Après prigojine : La Russie poursuit sa ruée vers l'Afrique

**D'**autres groupes paramilitaires russes, liés aux fidèles de poutine, comme Convoy et Redut, se sont lancés, parallèlement à Wagner, dans une campagne de recrutement pour des opérations en Afrique trois régimes ouest-africains, après des coups d'état récents – le Mali, le Burkina Faso et plus récemment le Niger – semblent avoir été à différents stades d'hypothéquer leur sécurité au profit de Wagner

Le 29 juin, quelques jours après l'échec de la rébellion du chef des mercenaires Wagner, Evgueni Prigojine, le président russe, Vladimir Poutine, a réuni les commandants du groupe pour leur demander s'ils seraient prêts à travailler sous la direction d'un autre chef. Bien que plusieurs aient répondu par l'affirmative, Prigojine a énergiquement bloqué cette proposition, faisant ainsi de son rendez-vous avec la mort une quasi-certitude.

D'autres groupes paramilitaires russes, liés aux fidèles de Poutine, comme Convoy et Redut, se sont alors lancés dans une campagne de recrutement pour des opérations en Afrique, mettant en relief la détermination du Kremlin à mettre Prigojine sur la touche. Dans un ultime effort pour prévenir de telles manœuvres, Prigojine a passé ces derniers jours au Mali et en République centrafricaine pour tenter de rallier des soutiens. Il aurait également reçu une livraison d'or de la part des Forces de soutien rapide (FSR) paramilitaires du Soudan, soutenues par Wagner. L'accident d'avion qui décimé Prigojine et toute la haute direction de Wagner a mis un terme définitif à ces activités.

Parallèlement au chant du cygne de l'odyssée africaine de Prigojine, les responsables russes effectuaient des voyages parallèles



avec un message très différent. Un jour avant l'accident, le vice-ministre russe de la Défense s'est rendu à Benghazi, pour rassurer ses alliés sur le fait que les combattants de Wagner resteraient en Libye – mais sous le contrôle du Kremlin.

Ces luttes pour la suprématie mettent en évidence la concentration de Moscou sur sa conquête du pouvoir en Afrique, alors même que la Russie est supposée être accaparée par l'Ukraine. Le ministre de la Défense, Sergueï Choïgou, souhaite intégrer pleinement Wagner dans les forces armées régulières, tandis que l'agence de renseignement militaire étrangère GRU pourrait superviser les opérations lucratives de Wagner en Afrique.

L'enjeu est de taille dans cette lutte pour le contrôle des actifs de Wagner: la monopolisation des mines d'or et de diamants, des puits de pétrole et des ressources minérales et agricoles. Des milliers d'employés de Wagner et un réseau dense de sociétés-écrans étaient impliqués dans des secteurs économiques tels que le bois, la bière, la vodka, la logistique et le divertissement. «Ces luttes pour la suprématie mettent en évidence la concentration de Moscou sur sa conquête du

pouvoir en Afrique, alors même que la Russie est supposée être accaparée par l'Ukraine»

Baria Alamuddin

Les bénéficiaires étrangers des largesses de Moscou s'inquiètent probablement moins de savoir qui est leur interlocuteur russe que de savoir si le robinet du soutien militaire restera ouvert. Sans l'intervention sanglante de Prigojine en Syrie vers 2016, Bachar al-Assad ne serait pas encore au pouvoir. Après que Wagner a retiré une grande partie de ses forces de Syrie, puis perdu l'appui de Poutine, les forces anti-Assad ont la perception d'un moment de vulnérabilité du régime qui pourrait être pleinement exploité. Les manifestants sont descendus dans les rues au sud de la Syrie, scandant des slogans antirégime et dénonçant la réduction des subventions et l'hyperinflation.

Trois régimes ouest-africains, après des coups d'État – le Mali, le Burkina Faso et plus récemment le Niger – semblent avoir été à différents stades d'hypothéquer leur sécurité au profit de Wagner, tout en exigeant le retrait des forces occidentales. Cela s'avère être déjà un désastre qui a

permis l'expansion rapide des djihadistes en plein essor. Après le récent coup d'État au Niger, bruyamment défendu par Prigojine, les troupes ont été retirées pour protéger la capitale d'une éventuelle invasion contre-putschiste. Comme on pouvait s'y attendre, Daech, tant à l'ouest qu'à l'est, a saisi l'occasion pour passer à l'offensive.

L'ambassadrice des États-Unis, Linda Thomas-Greenfield, a mis en garde l'ONU la semaine dernière sur le fait que les activités des paramilitaires russes en Afrique étaient «déstabilisatrices». «Nous avons poussé les pays d'Afrique à dénoncer leur présence», a-t-elle déclaré. Les experts présents à la même réunion du Conseil de sécurité ont averti que Daech exploitait l'instabilité résultant des coups d'État successifs et de l'ingérence russe pour étendre ses opérations en Afrique de l'Ouest.

Dans la pratique, le nombre de mercenaires russes déployés dans ces États est souvent très faible. Ils sont souvent incapables de faire grand-chose au-delà de protéger les dirigeants du régime et de sécuriser des actifs économiques clés pour leur propre profit. Wagner compensait fréquemment sa faiblesse numérique en commettant des atrocités généralisées contre des civils non armés, dans des démonstrations affichées de force non contenues. Au Darfour, la fourniture systématique de munitions par Wagner a déclenché un génocide généralisé.

Les puissances occidentales, dans leur arrogance, ont toujours échoué à percevoir et à agir face aux symptômes évidents des crises qui émergeaient, avec des ramifications à l'échelle planétaire dans l'ensemble du monde en développement. Le comportement prédateur et déstabilisateur de structures comme Wagner est en grande partie impuissant à la communauté internationale, qui n'a pas soutenu activement la stabilité et la bonne gouvernance à l'échelle de la région, provoquant ainsi un effet domino d'effondrement contagieux des États à travers l'Afrique

subsaharienne.

Les mercenaires russes à l'étranger peuvent-ils rester une force réellement puissante après la mort de Prigojine? Ce dernier avait littéralement dû faire la guerre au ministère de la Défense pour acquérir suffisamment de munitions et d'armes, même pour des opérations stratégiquement vitales à Bakhmout. Le décès de Prigojine devrait en outre avoir un énorme impact sur le moral des paramilitaires, leurs combattants étant obligés de prêter un serment de loyauté envers Poutine personnellement. À quel point sera-t-il plus difficile pour ces troupes – sans un leader charismatique, au franc-parler empreint de démagogie – de recevoir suffisamment d'armes pour mener des guerres dans les coins reculés de l'Afrique?

Les périodes de deuil pour Prigojine, en particulier parmi les ultranationalistes et les milices, devraient également donner à Poutine des nuits blanches, se demandant d'où émergeront les futures manifestations de contestation et de sédition. «Ces milices, agents catalyseurs du chaos, finissent par devenir des chevaux de Troie pour une domination étrangère hostile, et ouvrent la boîte de Pandore à une anarchie et une violence interminables»

Baria Alamuddin

Les fabricants de rumeurs et les organes de propagande de Prigojine ont présenté Wagner comme une force de libération et de stabilisation, d'où l'enthousiasme pour le drapeau russe et son soutien dans toutes les capitales d'Afrique de l'Ouest. Des canaux soutenus par la Russie ont déclenché un flot de propagande intéressée à la suite du coup d'État au Niger. Le conseiller présidentiel de la République centrafricaine, Fidèle Gouandjika, a défilé devant les caméras dans un T-shirt Wagner et a fait l'éloge de Prigojine en le décrivant comme un héros national qui avait sauvé le pays. «Il y aura un autre Prigojine», a-t-il affirmé avec enthousiasme.

«Nous attendons le prochain.»

Alors que la décapitation de Wagner a été qualifiée par certains de démonstration de force spectaculaire de la part de Poutine, la mise en avant par les médias d'un président qui aurait fait exploser un avion en plein ciel afin de tuer l'un de ses anciens seigneurs de guerre comptant parmi ses plus puissants alliés n'est guère susceptible d'inspirer confiance en la stabilité du régime.

Ces derniers remous en Russie devraient susciter l'inquiétude des citoyens africains qui se demandent si Wagner et ses successeurs cleptocrates sont de véritables champions des droits, des libertés et de la souveraineté nationale de l'Afrique – ou si leur arrivée inaugure une nouvelle phase d'oppression impérialiste avec tout ce qui l'accompagne en termes d'atrocités, de pillage des ressources à l'échelle industrielle, et d'asservissement colonialiste.

Cela offre également une leçon aux États dysfonctionnels comme l'Irak, le Liban, la Syrie, le Soudan et la Libye, à savoir qu'on ne peut jamais compter sur les milices parrainées par l'étranger pour assurer la survie du régime ou la stabilité sociale.

Ces milices, agents catalyseurs du chaos, finissent par devenir des chevaux de Troie pour une domination étrangère hostile, et ouvrent la boîte de Pandore à une anarchie et une violence sans fin.

Baria Alamuddin est une journaliste et animatrice ayant reçu de nombreux prix au Moyen-Orient et au Royaume-Uni. Elle est rédactrice en chef du Media Services Syndicate et a interviewé de nombreux chefs d'État.

NDLR: L'opinion exprimée dans cette page est celle de l'auteur et ne reflète pas nécessairement le point de vue d'Arab News en français. Ce texte est la traduction d'un article paru sur Arabnews.com



# Économie : La résilience chinoise renforce la confiance dans la croissance mondiale



■ Ces derniers jours, un nombre croissant d'institutions financières mondiales ont augmenté ou envisagent d'augmenter leurs avoirs en actifs chinois, ce qui témoigne de leur confiance dans la reprise de la deuxième économie mondiale avec de solides mesures de soutien en place », indique un article récent publié sur le site Internet du magazine brésilien Forum, soulignant pleinement la série de mesures que la Chine a introduites pour stabiliser ses performances

économiques.

De nombreux observateurs internationaux ont également noté qu'avec le soutien de la politique macro, les facteurs d'amélioration globale de l'économie chinoise se sont accumulés, ce qui devrait accroître davantage son potentiel et faire progresser continuellement le développement de haute qualité de celle-ci.

Dans un environnement extérieur complexe et sombre, l'économie chinoise a fait preuve d'une résilience remarquable avec un taux de croissance nettement supérieur à celui des principales économies développées. Ainsi, au premier semestre de cette année, le produit intérieur brut (PIB) de la Chine a augmenté de 5,5% d'une année sur l'autre, nettement plus rapide que le taux de croissance annuel de 3% enregistré en 2022 et que le taux de croissance annuel moyen de 4,5% constaté

au cours des trois dernières années de lutte du pays contre la pandémie de COVID-19.

Dans sa dernière mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale publiée le mois dernier, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit que l'économie chinoise connaîtra une croissance de 5,2% en 2023, se classant ainsi parmi les grandes économies à la croissance la plus rapide.

Une série de mesures ciblées récemment mises en œuvre par la Chine, notamment la solide optimisation de l'environnement de développement pour les entreprises privées, devraient contribuer à consolider la dynamique de croissance économique du pays et à renforcer davantage la confiance internationale dans le développement de haute qualité de l'économie chinoise.

Selon l'Administration d'État des changes de Chine, malgré la faiblesse des investissements transfrontaliers à l'échelle mondiale, les institutions étrangères augmentent leurs investissements en Chine et explorent activement les industries haut de gamme et les secteurs émergents, démontrant l'attrait fort et durable du marché chinois. Au cours des cinq dernières années, le taux de retour sur investissements étrangers en Chine a atteint 9,1%, bien plus élevé que les 3% environ enregistrés aux États-Unis et en Europe.

Au premier semestre de cette année, les investissements directs étrangers (IDE) de nombreux pays développés en Chine ont enregistré une croissance, les investissements de la France, du Royaume-Uni et de l'Allemagne augmentant respectivement de 173,3%, 135,3% et 14,2%, tandis que, dans le même temps, le nombre d'entreprises étrangères nouvellement créées en Chine a augmenté de 35,7%.

Parallèlement, un rapport de mi-année publié ce mois-ci par la Chambre de commerce américaine en Chine du Sud révèle que près de 60% des entreprises américaines restent

optimistes quant au marché chinois, et qu'environ 30% des entreprises interrogées envisagent d'étendre leurs investissements en Chine.

Avec d'énormes opportunités de marché qu'offrent les performances stables et la dynamique de croissance de l'économie chinoise, un climat des affaires en constante amélioration et un système de chaîne d'approvisionnement mature et complet très attractif pour les capitaux étrangers, la Chine devrait continuer à gagner les faveurs des investisseurs étrangers.

Après une transition en douceur dans la réponse à la COVID-19, la Chine a connu un processus de reprise économique en forme de vague et en zigzag. Et la reprise ainsi que la modernisation industrielle, l'économie chinoise est confrontée à des obstacles dans le processus de développement et à des problèmes au cours du progrès. Le pays a pris des mesures actives pour résoudre ces problèmes, et les efforts déployés dans ce domaine ont déjà porté leurs fruits.

Bien que le niveau global des prix en Chine soit temporairement bas, compte tenu des indicateurs de croissance économique, de la masse monétaire ainsi que d'autres aspects de l'économie, l'économie du pays ne répond pas aux critères de déflation. À mesure que l'économie chinoise se redresse régulièrement, le pays connaîtra une expansion progressive de la demande du marché, une circulation économique fluide, une amélioration de la relation entre l'offre et la demande et des fluctuations légères à modérées du niveau global des prix dans une fourchette raisonnable tout au long de l'année.

Face aux difficultés et aux défis, l'économie chinoise a su maintenir une reprise continue et une croissance globale, restant un moteur important de la croissance économique mondiale.

Certains hommes politiques et médias occi-

dentaux voient la reprise post-pandémique de la Chine avec des lunettes teintées, exagérant intentionnellement les problèmes auxquels l'économie chinoise est confrontée dans cette étape particulière et des récits sensationnalistes comme la déflation économique, les revers de la reprise et les politiques inadéquates en Chine. Ces arguments qui relèvent du cliché contredisent les faits et s'écartent des observations de nombreuses institutions internationales et de nombreux individus.

Comme l'ont souligné certains médias, même si les médias occidentaux aiment dramatiser le ralentissement économique de la Chine, de nombreuses institutions internationales restent optimistes quant au marché chinois. Alors que la Chine poursuit sans relâche un développement de haute qualité, la trajectoire ascendante globale de l'économie chinoise ne sera pas affectée par les bruits extérieurs.

L'économie chinoise dispose d'une résilience et d'un potentiel de développement considérables, et ses fondamentaux qui soutiennent la croissance à long terme restent inchangés. La Chine a la confiance, les conditions et les capacités nécessaires pour optimiser continuellement sa structure économique, renforcer les moteurs de croissance, stimuler la dynamique d'un développement sain, accélérer la formation d'un nouveau modèle de développement, promouvoir globalement un développement de haute qualité et apporter une énergie plus positive à la reprise économique mondiale.

Photo montrant une ligne de production automatisée d'une entreprise de pièces automobiles basée dans la ville de Qinhuangdao, dans la province du Hebei (nord de la Chine). (Cao Jianxiong / Le Quotidien du Peuple en ligne)

Source : Malijet

# BRICS : L'adversaire qui fait peur à l'ouest



**L**e Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine ont initialement formé le bloc en 2009 après une série de réunions et d'accords. Le premier sommet du BRIC s'est tenu à Ekaterinbourg, en Russie, le 16 juin de la même année, où les chefs d'État en question ont

convenu de renforcer le dialogue et la coopération entre eux.

L'année suivante, à Brasilia, au Brésil, en avril 2010, s'est tenu le deuxième Sommet, où les dirigeants de ces pays ont souligné la

nécessité d'un système intergouvernemental mondial multidimensionnel.

Puis, lors de leur troisième réunion à New York en septembre 2010, les BRIC se sont mis d'accord sur l'entrée de l'Afrique du Sud. L'Afrique du Sud a réussi à adhérer après un effort soutenu du fait de sa politique étrangère active, cette coalition d'Etats la faisant passer de "BRIC" à "BRICS".

Lors du quatrième sommet en mars 2012 à New Delhi, en Inde, une première annonce a été faite de la création d'une nouvelle banque de développement (NDB), qui a été officialisée lors de leur cinquième sommet à Durban, en Afrique du Sud, en 2013, avec l'intention claire de l'indépendance des BRICS par le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, les États-Unis et l'Union européenne. L'accord pour sa création, après avoir résolu des différends sur des questions d'organisation, a finalement été conclu en 2014, lors de la sixième réunion des BRICS à Fortaleza, au Brésil.

Les pays BRICS représentent 40 % de la population mondiale, soit plus de 3,1 milliards de personnes. Les BRICS font coexister des pays avec différents degrés de développement et différentes stratégies.

Le Brésil est le plus grand pays d'Amérique du Sud, tant en population (environ 213 millions) qu'en superficie, puisqu'il occupe à lui seul 1/3 de l'Amérique du Sud. C'est aussi le quatrième pays le plus riche des Amériques en termes de PIB. Cependant, il ne dispose pas d'infrastructures appropriées (réseau routier et ferroviaire insuffisant, infrastructures portuaires insuffisantes, etc.) et en combinaison avec des inégalités économiques extrêmes (1 citoyen sur 4 vit dans la pauvreté absolue) ne lui permettent pas d'émerger comme une superpuissance économique. Selon l'indice de compétitivité mondiale du Forum économique mondial, le Brésil se classait au 108e rang sur 137 économies en 2017 en termes de qualité générale de ses infrastructures.



Des scandales de corruption sont également présents dans le pays. Le Brésil traite des questions régionales.

La Russie, qui est le plus grand pays transcontinental d'influence mondiale et une grande économie, possède également le plus grand arsenal nucléaire de la planète et une énorme puissance militaire, qu'elle a utilisée en Syrie et maintenant en Ukraine. La Russie offre le meilleur niveau de vie à ses résidents, par rapport au reste des pays BRICS, avec 3,5 % du PIB consacré à l'éducation et 3,1 % à la santé publique. Le nombre d'habitants vivant sous le seuil de pauvreté ne représente que 0,2 % de sa population. L'économie russe souffre cependant du problème critique de la corruption - qui existe dans tous les pays à un degré plus ou moins important - ainsi que du manque important d'infrastructures bancaires, en raison de marchés financiers insuffisamment développés, de la difficulté à obtenir des prêts et d'une possibilité d'investissement.

L'Inde est une puissance mondiale émergente avec une économie en croissance constante. C'est actuellement la cinquième plus grande économie du monde en fonction de son PIB, tandis que son territoire abrite la deuxième plus grande population du monde, après celle de la Chine, atteignant près de 1,4 milliard de personnes. La croissance du PIB du pays a été parmi les plus élevées au monde au cours de la dernière décennie, atteignant une croissance annuelle comprise entre 6 et 7 %. Cependant, l'Inde a l'un des revenus par habitant les plus bas au monde, tout en faisant face à d'énormes problèmes sociaux à cause de la pauvreté. L'Inde a les pourcentages les plus faibles du PIB consacrés à l'éducation et à la santé parmi les BRICS, à 2,7 % et 1,2 % respectivement. L'Inde est à une orientation régionale.

La Chine, qui compte 1,4 milliard d'habitants, se développe rapidement avec une pénétration économique en Asie, en Amérique latine, en Afrique et dans d'autres régions du

monde. C'est le géant économique de l'Est avec un taux de croissance annuel de 6,6%, menaçant ainsi la primauté économique des USA. La Chine est le premier exportateur mondial depuis 2014. Dans le même temps, la Chine, bien qu'elle soit la deuxième plus grande économie du monde, reste un pays à revenu intermédiaire puisque son revenu par habitant n'est encore qu'environ un quart de celui des pays avec revenu élevé et environ 375 millions de Chinois vivent en dessous du seuil de pauvreté de 5,50 dollars par jour. Enfin, la corruption apparaît à des taux particulièrement élevés.

L'Afrique du Sud, de par sa position géographique à la pointe sud du continent, qui lui donne accès à deux océans, est un pays hub. L'Afrique du Sud est le plus grand partenaire commercial de la Chine en Afrique. Dans le même temps, des centaines d'entreprises chinoises, publiques et privées, sont actuellement actives dans le pays. L'économie sud-africaine est la deuxième du continent africain derrière celle du Nigeria. Il possède des richesses naturelles en or, en argent et en charbon, mais aussi l'un des taux d'inégalité les plus élevés au monde. Les 10 % les plus riches de la population possèdent environ 71 % de la richesse nette, tandis que les 60 % les plus pauvres possèdent 7 % de la richesse nette. C'est un pays qui a un poids politique particulier en Afrique en tant que seul État africain membre du groupe du G20, qui a cependant besoin d'un effort de réforme pour poursuivre son développement économique.

Les BRICS sont donc le camp opposé de l'Occident, que cela s'exprime politiquement, par l'alliance États-Unis-pays anglosaxons-Union européenne, ou militairement, avec l'OTAN, ou économiquement, avec les organisations économiques internationales d'origine américaine, comme le FMI, la Banque mondiale ou l'Organisation mondiale du commerce. L'orientation stratégique du bloc est une coopération étroite pour contrer efficacement et avec succès l'architecture

financière internationale dominée par les États-Unis.

Après quinze ans, au cours desquels beaucoup s'interrogeaient sur la viabilité du dispositif, les équilibres mondiaux existants conduisent à l'élargissement du bloc. De nombreux pays ont exprimé leur désir de devenir membres des BRICS, comme le Venezuela, le Mexique, le Vietnam, le Bangladesh et d'autres, au total 40.

Le groupe des BRICS a décidé lors du dernier sommet de Johannesburg en août 2023 d'inviter six pays, à savoir l'Argentine, l'Égypte, l'Iran, l'Éthiopie, l'Arabie saoudite - qui est le deuxième pays producteur de pétrole au monde - et les Émirats arabes unis, à devenir de nouveaux pays membres du bloc à partir du 1er janvier 2024.

En conclusion, je voudrais souligner que l'agenda des BRICS, qui ont réussi à consolider leur position sur la scène politique et économique mondiale, conduit à la réduction de la domination des États-Unis et du monde occidental en général et à l'établissement d'une nouvelle réalité multipolaire.

#### Curriculum vitae

Isidoros Karderinis est né à Athènes en 1967. Il est journaliste, romancier et poète. Il a étudié l'économie et a terminé des études supérieures en économie du tourisme. Ses articles ont été publiés dans des journaux, des magazines et des sites Web du monde entier. Ses poèmes ont été traduits en anglais, français et espagnol et publiés dans des anthologies poétiques, des revues littéraires et des colonnes de journaux littéraires. Il a publié huit recueils de poésie et trois romans en Grèce. Ses livres ont été traduits et publiés aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Italie et en Espagne.

# Conseil de sécurité de l'ONU : La Russie sauve une fois de plus le Mali des sanctions

La résolution rédigée par la France et les Émirats arabes unis visant à prolonger d'un an les mesures en vigueur contre huit individus accusés de mettre en péril l'accord de paix de 2015 au Mali a été rejetée par le Conseil de sécurité de l'ONU. La Russie, en utilisant son droit de veto, vient de sauver le Mali de la poursuite des sanctions à l'encontre de ces huit personnalités. Le mandat d'un comité d'experts aurait également dû être prolongé.

Grâce à son allié russe, les autorités maliennes ont obtenu gain de cause. La Russie a mis son veto le mercredi 30 août à une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies qui prolongeait les sanctions contre des Maliens menaçant la paix dans leur pays.

Rédigée par la France et les Émirats arabes unis, la résolution prévoyait de prolonger d'un an le régime de sanctions mis en place en 2017 et le mandat du comité d'experts chargé de surveiller leur application. Elle a recueilli 13 voix en sa faveur, une abstention (la Chine) et un vote contre (la Russie).

Les sanctions, qui visaient toute personne violant ou entravant l'accord de paix de 2015, obstruant l'acheminement de l'aide, commettant des violations des droits de l'homme ou recrutant des enfants soldats, prendront fin jeudi. Huit individus étaient concernés, notamment des responsables de groupes signataires de l'accord de 2015 accusés de le mettre en péril.

C'est le gouvernement malien de l'époque qui avait demandé ces sanctions, mais les autorités de transition actuellement au pouvoir au Mali demandaient leur levée. "La raison à l'origine de la demande malienne de mettre en place ce mécanisme a cessé



d'exister", a assuré mi-août le ministre des Affaires étrangères malien, Abdoulaye Diop, dans une lettre adressée au Conseil de sécurité, déclarant que les "hostilités entre les mouvements signataires" avaient "pris fin".

## Le comité d'experts dans le viseur de Moscou

Mais dans son dernier rapport, le comité d'experts a constaté la "paralysie" de l'application de l'accord de paix de 2015. Soulignant "la montée des tensions" parmi les groupes signataires de l'accord, il s'inquiétait également d'informations selon lesquelles certains de ces groupes se sont armés face à ce qu'ils perçoivent comme des menaces de la part des forces armées maliennes. Ces inquiétudes sont renforcées par le retrait en cours de la mission de maintien de la paix de l'ONU au Mali (MINUSMA), exigé par Bamako.

La Russie était d'accord pour prolonger les sanctions, mais seulement une dernière fois, et souhaitait surtout dissoudre le comité

d'experts dont elle conteste, avec Bamako, l'objectivité. Elle a été le seul pays à voter en faveur de cette proposition. Le Japon s'y est opposé et les treize autres membres se sont abstenus.

L'ambassadeur adjoint des États-Unis auprès de l'ONU, Robert Wood, a déclaré devant le Conseil que la Russie souhaitait mettre fin à la mission du comité de surveillance afin de "réduire au silence la publication de vérités embarrassantes sur les actions du Groupe Wagner au Mali, actions qui nécessitent une attention particulière".

Le comité indépendant de surveillance a rapporté plus tôt ce mois-ci que les soldats maliens et leurs partenaires en matière de sécurité, soupçonnés d'appartenir au groupe paramilitaire russe Wagner, utilisaient la violence contre les femmes et commettaient d'autres "graves violations des droits de l'homme" pour semer la terreur.

■ Binadjan Doumbia

# Coup d'État au Niger : L'UE cible des individus et des organisations



**D**es individus et des organisations au Niger seront bientôt visés par des sanctions de l'Union européenne. C'est la raison de la réunion des ministres des affaires étrangères de l'UE qui se tiendra à Tolède afin de discuter d'une réponse commune. Cette réunion vise à mettre en place un cadre juridique permettant de cibler de manière plus précise les individus et les organisations.

Les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne (UE) se réuniront le jeudi 30 août en Espagne pour discuter de la réponse au coup d'État survenu fin juillet au Niger. L'instabilité en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale sera l'un des principaux

sujets de discussion lors de cette réunion, alors que des militaires ont également pris le pouvoir au Gabon mercredi.

La guerre en Ukraine sera également à l'ordre du jour de cette réunion informelle organisée à Tolède, à laquelle participera le ministre des affaires étrangères ukrainien, Dmytro Kuleba. Le ministre des affaires étrangères nigérien du gouvernement déchu, Hassoumi Massoudou, et le président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Omar Touray, assisteront également aux discussions.

## Sanctions

" Il est évident que le coup d'État au Niger ouvre une nouvelle ère d'instabilité dans la région, qui était déjà très fragilisée, et cela compromettra la stabilité de la région ", a déclaré mercredi le porte-parole de la diplomatie européenne, Josep Borrell. Les responsables européens ont déclaré qu'ils tentaient encore de comprendre les événements tragiques qui se sont déroulés aux premières heures de mercredi au Gabon.

M. Borrell a déclaré que l'UE " progressait " dans l'élaboration d'un cadre juridique de sanctions contre la junte militaire qui a pris le pouvoir au Niger, et que les ministres en discuteront jeudi. Bien que l'UE et la CEDEAO aient déjà imposé des sanctions éco-



nomiques et politiques après le coup d'État du 26 juillet, la mise en place d'un cadre juridique permettrait à l'UE de cibler des individus et des organisations.

## La junte militaire ordonne l'expulsion de l'ambassadeur français

Depuis le 25 août 2023, un ultimatum a été donné à l'ambassadeur de France au Niger pour quitter le territoire. Les nouvelles autorités ont exigé que Paris rappelle son représentant.

Le jeudi 31 août 2023, la junte militaire au pouvoir au Niger a ordonné l'expulsion de l'ambassadeur de France dans une lettre adressée au ministère des affaires étrangères français. Selon ce courrier daté de mardi, l'ambassadeur Sylvain Itté "ne bénéficie plus des privilèges et immunités attachés à son statut de membre du personnel diplomatique de l'ambassade de France". Ses "cartes diplomatiques et visas" ainsi que ceux des membres de sa famille "sont annulés", précise la lettre. Elle ajoute que les

services de police nigériens "sont instruits afin de procéder à l'expulsion" de M. Itté. Les militaires qui ont pris le pouvoir au Niger le 26 juillet et retiennent prisonnier le président renversé Mohamed Bazoum au palais présidentiel ont pris pour cible privilégiée la France, l'ancienne puissance coloniale.

En France, lors d'un point presse au ministère des armées mercredi matin, le porte-parole du chef d'état-major des armées a répondu à une question sur une éventuelle expulsion de l'ambassadeur : "Les forces françaises sont prêtes à répondre à tout regain de tension et à toute menace contre les emprises diplomatiques et militaires françaises, ainsi que contre les ressortissants français."

### Ultimatum

Le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie au pouvoir, dirigé par le général Abdourahamane Tiani, avait demandé vendredi soir le départ de M. Itté dans un délai de quarante-huit heures. Au moment même de l'expiration de l'ultimatum, dimanche soir, des milliers de personnes favorables

au coup d'État ont manifesté à proximité de la base militaire française, brandissant des pancartes demandant le départ des troupes françaises. Paris soutient la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest dans toute action visant à rétablir l'ordre constitutionnel au Niger.

Face au putsch et aux intimidations des militaires à Niamey, la France a adopté une position ferme, affirmant qu'elle ne reconnaissait pas le régime militaire. Le ministère des affaires étrangères a ainsi fait savoir vendredi soir que "les putschistes n'ont pas l'autorité" pour demander le départ de l'ambassadeur. Lundi, Emmanuel Macron a réitéré cette position, estimant que "la faiblesse que certains ont montrée à l'égard des putschs précédents a nourri des ambitions régionales", faisant référence aux coups d'État militaires qui se sont succédé au Mali, au Burkina Faso, en Guinée, puis au Niger.

■ Binadjan Dombia



# Football : Biographie de Seydou KEITA

Seydou Keita, né le 16 janvier 1980 à Bamako, est un footballeur international malien qui évolue au poste de milieu de terrain au FC Barcelone. Il est le neveu de Salif Keïta. En 2009, Seydou Keita remporte avec Barcelone un sextuplé inédit dans l'histoire du football: Ligue des champions, championnat d'Espagne, Coupe du Roi, Supercoupe d'Europe, Supercoupe d'Espagne et Coupe du monde des clubs. Seydou Keita est actuellement le footballeur malien le plus titré avec plus de 16 titres[réf. nécessaire]. Il a été élu meilleur joueur de la Coupe du Monde des moins de 20 ans en 1999, et a été Soulier de bronze africain en 2007. En quarts de finale de la Coupe d'Afrique 2012, il marque le penalty qui enverra les aigles du Mali en demi-finale face à la Côte d'Ivoire.



## En club : Découverte du monde professionnel à l'OM

Formé au Centre Salif Keita, il rejoint l'équipe réserve de Marseille, après avoir disputé une Coupe du monde des moins de 20 ans au Nigéria en 1999 où il a reçu le titre du meilleur joueur de la compétition, devançant Ronaldinho et Frank Lampard. Il évolue trois saisons en CFA, où il participe à 43 rencontres et inscrit 3 buts, et côtoie des futurs joueurs

de la Ligue 1 tels que Benjamin Gavanon ou Jacques Abardonado. Durant la saison 1999-2000, il dispute quelques bouts de matches avec l'équipe première, le premier étant Marseille - Troyes le 19 septembre 1999, rencontre durant laquelle il remplace Christophe Dugarry à la 69e minute de jeu. Il est également aligné en Ligue des Champions, en disputant quatre matches. En effet, il participe cinq jours avant son premier match de championnat à la rencontre opposant Mar-

seille à SK Sturm Graz au Vélodrome (victoire 2-0), en lieu et place du buteur Fabrizio Ravanelli à la 88e minute. Il est également sur le terrain lors de la double confrontation face à Dinamo Zagreb, et enfin contre le Feyenoord Rotterdam le 22 mars 2000.

## La progression lorientaise

Pas prioritaire sur les petits papiers de l'entraîneur marseillais de l'époque, Abel Braga,

Seydou Keita souhaite accumuler du temps de jeu. Il est donc prêté à Lorient, club de Ligue 2, où il participe pleinement à l'épopée bretonne qui ramène le club en Ligue 1. En effet, Seydou participe à tous les matches de championnat et dans leur intégralité, mis à part lors de la 1re journée. Grâce à ses bonnes performances, il apparaît même dans l'équipe type de la saison de L2. L'année suivante, le Malien joue moins suite à des blessures à répétition. Il réapparaît en deuxième partie d'année, et décroche tout de même la Coupe de France un soir de mai 2002, durant laquelle il participe aux deux derniers matches dans leur intégralité, et alors que son équipe est reléguée en Ligue 2. Il s'impose en équipe nationale, qui termine 4e de la CAN organisée à domicile.

### Un joueur majeur à Lens

C'est alors que le RC Lens, qui termine second de Ligue 1 et cherche à se renforcer en vue de la Ligue des Champions, demande à obtenir un prêt au club merlus, concrétisé un an plus tard par un transfert définitif. Epaulé par son ami Adama Coulibaly, Seydou tarde à confirmer, sans doute à cause du manque de temps de jeu accordé par l'entraîneur de l'époque, Joël Muller. Mais les saisons suivantes, et après l'arrivée au club de Francis Gillot et les départs de Jérôme Leroy et d'Alou Diarra, Se.Keita prend un grand rôle dans le milieu de terrain lensois, et devient ainsi la plaque tournante de l'équipe. Et c'est lors de la saison 2006/2007 que Seydou exprime au mieux ses capacités, ce qui lui vaut de figurer parmi les meilleurs buteurs du championnat avec 11 buts inscrits (ce qui est énorme pour un milieu défensif), mais aussi d'être nommé pour recevoir le trophée du "meilleur joueur de la saison" 3.

### À Séville pour gagner sa place de titulaire.

Alors qu'il avait prolongé son contrat au Racing Club de Lens, Gervais Martel tient sa

parole en le laissant partir à l'été 2007. Il rejoint le Séville FC, alors 17e du championnat espagnol et ne gagne rien avec ce club.

Lors du 1er match avec son nouveau club, il participe qu'à dix minutes de la rencontre et se fait exploser dans les arrêts de jeu. Il dispute également la manche aller du 3e tour préliminaire de la Ligue des Champions, où il n'entre qu'à cinq minutes du temps réglementaire. Il ne gagne jamais sa place de titulaire au sein de l'effectif, participant quinze matches sur 38 en championnat. Malgré la baisse de forme de son équipe et le départ de l'entraîneur Juande Ramos, Seydou continue ses efforts et parvient à marquer trois buts en championnat et un en Ligue des Champions, où il se qualifie pour la première fois de sa carrière en huitièmes de finale après la dernière victoire de Séville à Prague 3-0.

Auteur d'une saison ratée, Seydou Keita serait dans le viseur de club comme Barcelone. Mais le Malien, indique à ce moment-là vouloir rester au club pour enfin gagner sa place de titulaire.

### La consécration avec le FC Barcelone

Le 26 mai 2008, il signe un contrat de 4 ans avec le FC Barcelone pour un transfert estimé à 14 millions d'euros<sup>4</sup>. Sa clause libératoire serait fixée à 90 millions d'euros. Il devient ainsi le premier footballeur malien à porter les couleurs du FC Barcelone.

Le 13 août, il fait ses débuts avec sa nouvelle équipe, contre le Wisła Cracovie en Ligue des Champions. Le 31, il joue son premier match de Liga avec Barcelone, contre Numancia. Avec son coéquipier à Séville Daniel Alves, Keita effectue la plupart des matches en championnat. Depuis le mois de novembre, il s'affirme de plus en plus sur le terrain, et commence à devenir décisif sur le plan offensif (but égalisateur contre Getafe, à Villarreal et contre le Bayern Munich).

Le 27 mai 2009 à Rome, Seydou Keita, rentré en cours de partie, remporte la Ligue des Champions avec le FC Barcelone face à Manchester United (2-0) après avoir déjà remporté le Championnat et la Coupe d'Espagne quelques jours avant. Le 25 octobre 2009, il inscrit un hat-trick lors de la victoire du FC Barcelone face à Real Saragosse (6-1). C'est le premier coup du chapeau de sa carrière. Le 19 décembre 2009, Seydou Keita a remporté avec Barcelone la Coupe du monde des clubs, le sixième titre d'une année exceptionnelle.

En août 2010, après avoir remporté le championnat d'Espagne pour la deuxième fois, il renouvelle son contrat jusqu'en 2014. Il remporte la Liga pour la troisième année consécutive et inscrit le but du Barça lors du match nul contre Levante qui officialise ce titre<sup>5</sup>.

Le 28 mai 2011 à Wembley, Seydou Keita remporte sa deuxième Ligue des Champions avec le FC Barcelone. En 2011, il remporte cinq titres avec le FC Barcelone dont la Liga et la Coupe du monde des clubs.

### En équipe nationale

Avec l'équipe malienne, Seydou Keita a participé à de nombreux matches. Depuis 2002, il figure régulièrement sur les terrains africains, prenant même le brassard de capitaine en l'absence de Mahamadou Diarra. Keita a disputé cinq Coupe d'Afrique des nations, en 2002 (6 matches, 1 but), 2004 (4 matches), 2008 (3 matches), 2010 (3 matches, 3 buts) et 2012 (6 matches, 1 but)

En quart de finale de la CAN 2012 face au Gabon, pays organisateur, qui a très bien débuté la compétition, le Mali est mené puis égalise et ainsi s'en va jusqu'aux tirs aux buts, Seydou Keita marque alors le dernier penalty qui qualifie le Mali pour les demi-finale rejoignant ainsi la Côte d'Ivoire.

Source : L'Équipe





## **Bélier (21 mars - 19 avril)**

Même si cela ne sera pas votre fort, la patience sera de rigueur. Ne menez que des actions résolues qui vous permettront de redémarrer d'un bon pied et de tourner la page sur les problèmes relationnels du passé. Vous devrez composer avec vos collègues.

Le domaine financier sera toujours un sujet avec lequel vous serez fâché. Tous ces chamboulements, ces imprévus auront raison de votre zen attitude, car vous aimeriez bien penser à autre chose et de ne plus devoir être sur la brèche en permanence.



## **Taureau (20 avril - 19 mai)**

Vous manquerez d'objectivité vis-à-vis des dossiers qu'il vous faudra traiter. Du coup, vous pourriez commettre des erreurs et refuser de l'admettre. Mercure rendra difficile le dialogue et vous poussera dans vos retranchements. Évitez de vous entêter devant les évidences.

Vous pourriez clôturer un placement, une assurance vie pour confier votre épargne au premier venu. Uranus perturbe votre jugement et vous incite à agir sans réfléchir. Prenez conseil auprès de personnes de confiance avant tout et reportez vos décisions.



## **Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Des affinités avec un collègue peuvent vous donner une bonne adresse pour quitter votre poste actuel et vous repositionner. Des formations sont à venir avec des étapes et vous devez faire preuve de persévérance. Gardez confiance en vous pour votre carrière.

Vous avez envie de vous faire plaisir, mais les choses s'en tiennent là. Vous constatez que votre revenu est insuffisant. La vie que vous menez vous oblige à dépenser beaucoup pour faire face aux charges. Le loyer et les factures sont vos priorités.



## **Cancer (21 juin - 21 juillet)**

En public, vous serez plutôt bon, que ce soit avec des clients ou des collègues. Vos échanges professionnels seront fructueux et vous permettront d'avancer dans la bonne direction. Vous y gagnerez un temps précieux pour vous et pour votre entreprise.

L'envie de faire quelques emplettes vous passera très vite en regardant vos factures à payer pour le mois à venir. Même si vous pouvez vous offrir quelques extras, vous attendrez un peu, au cas où une tuile vous tomberait sur le coin de la tête.



## **Lion (22 juillet - 23 août)**

Votre personnalité met en confiance les collègues et votre présence est recherchée pour motiver. Cette positivité retentit sur vos tâches et vous pouvez finaliser un projet professionnel plus vite que prévu. Un supérieur hiérarchique peut vous valoriser.

Il règne cette ambiance de dépenses autour de vous, amis comme proches peuvent vous lancer des recommandations pour limiter les frais. Vous êtes encore sensible aux belles choses et si vous faites du shopping, fixez-vous des limites pour freiner les achats.



## **Vierge (23 août - 23 septembre)**

Vous ferez preuve d'une grande concentration, ce qui vous permettra de plonger sur les dossiers nécessitant minutie et précision. Pour un maximum d'efficacité, isolez-vous des autres afin d'éviter toute forme de distraction.

Cette journée ne devrait pas poser de souci dans le domaine financier. Vous serez méticuleux dans vos comptes, comme à votre habitude et peu disposé à prendre des risques. Un mois qui commence bien, même si vous avez un peu de mal à vous sécuriser.



## **Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Vous pouvez avoir des moments de pause bienfaisants, car la fatigue vous rend peu productif. Saturne et Pluton en Capricorne vous placent des enjeux qu'il faut dépasser. Vos supérieurs hiérarchiques ont la possibilité de vous imposer des responsabilités.

Il peut vous manquer de l'argent pour les distractions et vous en êtes conscient. Heureusement, votre sagesse permet de bien gérer la trésorerie. Si vous faites du shopping, vous pouvez être attiré par des articles chers, haut de gamme, sans les acheter.



## **Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Rien n'échappera à votre sagacité et vous saurez tirer le meilleur parti de vos idées, et même de celles des autres que vous saurez retravailler pour les façonner à votre manière. Vous serez très content et fier de vous, car on vous félicitera ardemment.

Si à première vue, tout vous semblera trop beau pour gagner des euros, vous examinerez cette affaire de plus près avant de conclure qu'il y aura une opportunité à saisir. Vous l'attraperez au vol et vous ne lâcherez pas, tout en étant fin stratège.



## **Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

Là aussi, le duo Mercure/Mars a son rôle à jouer. Il vous donne la force et la motivation pour travailler d'arrache-pied si vous visez une promotion. Vous saisissez la moindre occasion de démontrer vos compétences. L'étranger peut avoir une importance dans ce projet.

Si vous avez lancé une affaire, vous pressentirez les bonnes actions à mener pour qu'elle prospère et vous permette d'en vivre correctement. Vous saurez saisir les plans avantageux et tirer profit de vos choix.



## **Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

Ne prenez pas les choses trop à coeur. La Lune au carré de Neptune vous rend hypersensible et la moindre remarque prendra d'énormes proportions. C'est dommage, car vous serez plutôt performant dans votre travail. Relativisez et ne prenez pas tout mal.

Le mois est à peine commencé que vous stressez déjà sur vos comptes. Au lieu de vous inquiéter à tort, reprenez votre budget, factures, prélèvements et vérifiez que tout est en ordre. Vous verrez que ça permettra de vous rassurer. Au moins pour un petit moment.



## **Verseau (20 janvier - 19 février)**

Un collègue peut vous donner une adresse vous entraînant vers une nouvelle direction. C'est le moment de prendre des risques. Ces derniers sont liés aux revenus suite à ce changement désiré. Le poste à venir peut demander à coopérer avec une équipe.

Vous regrettez de dépenser une trésorerie qui était destinée à tout autre chose. Mars en Lion ne vous laisse pas beaucoup de répit dans les économies. Elles sont presque impossibles à réaliser ou sont maigres. L'argent qui s'envole finit par vous stresser.



## **Poisson (19 février - 21 mars)**

Pluton vous accordera un pouvoir de décision extrêmement efficace. Une autorité naturelle vous habitera et vous facilitera la tâche. Fixez-vous des objectifs précis, car plus vous serez carré, plus vous serez à même de les atteindre sans plus d'efforts.

Vous faire du souci sur des factures à venir ne fera pas rentrer les euros. Si vous êtes un peu juste côté finances, vous devriez trouver un arrangement avec vos débiteurs ou quelques heures supplémentaires vous permettront d'être moins pris à la gorge.



L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



1273 **Malikilé**



1274 **Malikilé**



1275 **Malikilé**



1276 **Malikilé**



1277 **Malikilé**



1278 **Malikilé**



1279 **Malikilé**



1280 **Malikilé**



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...  
n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23